

TABLE DES MATIÈRES

Doctrine

Sécurité et droit des affaires après la loi sur la sécurité financière

La sécurité et la transparence

- Le démarchage bancaire et financier, par Claude LUCAS DE LEYSSAC et Gilbert PARLÉANI 719
- Les analystes financiers, par Jean-Pierre ZIMMERMANN 741
- Les agences de notation : observations sur un angle mort de la réglementation, par Alain COURET 765
- Les nouvelles obligations d'information des dirigeants envers les actionnaires, par Isabelle URBAIN-PARLÉANI 779
- Les nouvelles obligations d'information des dirigeants envers le marché, par Martine BOIZARD 795

La sécurité et le contrôle de l'information

- Le renforcement de l'efficacité des contrôles effectués par les commissaires aux comptes, par Bernard BOULOC 807
- Le renforcement de l'indépendance des commissaires aux comptes, par Haritini MATSOPOULOU 813
- La création de l'autorité des marchés financiers, par Jean-Jacques DAIGRE 823
- L'influence de la loi Sarbanes-Oxley en France, par Pierre-Henri-CONAC 835

Jurisprudence commentée

I. Sociétés en général

- Société en difficulté - prêt bancaire à la société mère pour désendetter la filiale auprès de la banque - soutien abusif de la filiale par la banque et la société-mère, Cass. com. 25 mars 2003, note Jean-Jacques DAIGRE 859

II. Sociétés coopératives

- Société coopérative - liens - organisation et fonctionnement normal du mouvement - relations concertées - relation nécessaire au fonctionnement du système coopératif - entente illicite (non).
Société coopérative - coopérative d'approvisionnement - associé coopérateur - dépendance économique - abus d'un état de dépendance économique - rapport coopérative-coopérateur - rapport de fournisseur à client (non) - application de l'article L. 420-2-2 (non), CA Reims, 1^{re} sect. civ., 5 mai 2003, note Bernard SAINTOURENS 865

III. Sociétés civiles immobilières

- SCP de notaires - parts sociales - saisissabilité (oui) - vente aux enchères publiques (non), Cass. 1^{re} civ. 4 nov. 2003, note Yves CHARTIER 876

IV. Associations

- Associations - association de commerçants - société - obligation d'adhérer - obligation de rester adhérent - obligation incluse dans un bail commercial - nullité de la clause de bail, Cass. 3^e civ., 12 juin 2003, note Marie-Laure COQUELET 880
- Association - liquidation judiciaire - fin de l'association (non) - appel d'une ordonnance de relèvement de forclusion - droit propre - exercice par le président de l'association (oui), Cass. com., 8 juill. 2003, note Paul LE CANNU 887

V. Redressement judiciaire

- Redressement et liquidation judiciaires - procédure - ouverture - faillite internationale - société-mère - filiale - genre des intérêts principaux - Angleterre - tribunaux français - incompétence, CA Versailles, 4 sept. 2003, note Jean-Pierre RÉMERY 891

VI. Droit pénal des sociétés

- Société - société anonyme - abus de biens sociaux - éléments constitutifs - constatations suffisantes. Peine - sursis - sursis avec mise à l'épreuve - obligation spéciale - réparation des dommages pécuniaires - condition - obligation non éteinte, Cass. crim., 10 sept. 2003, note Bernard BOULOC 901
- Société - société anonyme - abus de biens sociaux - prescription - point de départ - versement de salaires pour travail fictif - jour du paiement indû, Cass. crim., 28 mai 2003, note Bernard BOULOC 906

- Société - société anonyme - abus de biens sociaux - action publique - prescription - point de départ - opérations dissimulées. Société - société anonyme - abus de biens sociaux - éléments constitutifs - usage de biens contraire à l'intérêt de la société - usage à des exclusivement personnelles - nécessité (non), Cass. crim., 14 mai 2003, note Bernard BOULOC 910
- Administrateur judiciaire - infraction - infraction indépendante des fonctions - contrôle judiciaire - obligation de ne pas se livrer à son activité professionnelle - possibilité (non), Cass. crim., 5 mars 2003, note Bernard BOULOC 924

Sommaires de jurisprudence

- Association - conventions - défaut d'autorisation du conseil d'administration conventions portant sur opérations courantes et conclues à des conditions normales - exemption, CA Paris 1^{er} Ch. sect. G 4 juin 2003 931
- Convention réglementées - défaut d'autorisation du Conseil d'Administration - action en nullité - régime, (CA Paris 27 mars 2003, 2^e ch. Sect. B) 932

Législation et réglementation

I. Loi

- Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages 933

II. Décrets

- Décret n° 2003-1121 du 25 novembre 2003 portant modification du décret n° 69-810 du 12 août 1969 relatif à l'organisation de la profession et au statut professionnel des commissaires aux comptes et relatif au Haut Conseil du commissariat aux comptes 935
- Décret n° 2003-1109 du 21 novembre 2003 relatif à l'Autorité des marchés financiers 942
- Décret 2003-1103 du 21 novembre 2003 modifiant le décret n° 89-623 du 6 septembre 1989 pris en application de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création de fonds communs de créances 970

III. Arrêté

- Règlement COB n° 2003-06 homologué par arrêté du 27 octobre 2003 971

Bibliographie

I. Comptes rendus d'ouvrages	973
II. Bibliographie thématique	975
III. Actualités bibliographiques	977
IV. Sélection d'ouvrages récents	984
V. Thèses de doctorat	985

Revue

**des
sociétés**



DIRECTEUR
Yves Guyon

RÉDACTEUR EN CHEF
Isabelle Urbain-Parléani

**Sécurité et droit des affaires
après la loi sur la sécurité financière**

DALLOZ